

Jean Dufourcq*

***VISION DU MONDE À TRENTE ANS :
UNE PERSPECTIVE FRANÇAISE¹***

Résumé : comparer les perspectives stratégiques à 30 ans que l'on peut dresser à Pékin et à Paris, c'est imaginer comment le monde va s'orienter sous la pression des défis actuels, notamment démographiques, comment son cœur continental va se réarticuler, comment la France va pouvoir y jouer un rôle à la mesure de sa destinée.

Comme la Chine dans son environnement régional, la France dans le sien cherche à définir les contours de ce que sera la planète à mi-siècle, dans trente ans environ. Certes, la Chine peut s'en inquiéter, et notamment de l'avenir de la centralité « han » au cœur de son vaste espace ; certes, elle peut craindre pour l'unité politique et économique de la société chinoise ; mais elle est assurée de constituer dans trente ans une famille considérable au milieu du monde du XXI^e siècle. A la différence de la Chine, la France de son côté doit se poser la question de savoir si elle pourra se perpétuer et chercher comment continuer à exister pour elle-même et dans un cadre qu'elle se sera choisi au sein d'une masse humaine qui comptera 9 milliards d'habitants.

Car la France aujourd'hui avec ses 66 millions d'habitants - qui seront 75 au mieux alors - se pose la question de son espérance de vie. Tout en se maintenant dans le « *top ten* » des puissances avancées, elle sait qu'elle ne pèse plus que pour 0,9 % de la population de la planète et moins de 3 % de son chiffre d'affaires. Habitée à penser le monde et à participer depuis quelques siècles à son organisation, elle a du mal à se diluer dans une planète qui se remplit vite et se diversifie. Elle rechigne à disparaître de la carte de la responsabilité stratégique pour se fondre dans un ensemble plus vaste qui portera ses projets, défendra ses intérêts et ses valeurs et exercera en son nom les responsabilités qui résultent de son histoire, de sa

* Jean Dufourcq, contre-amiral (2S), membre de l'Académie de marine, docteur en science politique, est rédacteur en chef de la Revue de Défense Nationale (www.defnat.com).

géographie et de sa culture ancienne. Faute d'avoir pu inspirer un solide projet européen qui porte haut ses couleurs et relaie ses choix, elle se résigne à n'être provisoirement qu'elle-même en attendant mieux. Prudente face à la structuration d'un occidentalisme défensif dont l'allié américain serait le garant, elle s'imagine dans un réseau plus vaste de partenariats et de solidarités, à la fois continentaux et de voisinage méditerranéen mais aussi liés à ses outremeres répartis au cœur de tous les océans. Elle se voit toujours citoyenne du monde.

Pour explorer ces vues prospectives et caractériser le dilemme auquel elle doit faire face, voici quelques pistes de réflexion dont le fil directeur est la démographie. Après avoir rappelé les principaux défis que la planète doit relever, imaginé quel pourrait être un état d'organisation du monde à mi-siècle, on exposera comment le cœur continental du monde pourrait se recomposer et comment on pourra préserver la destinée de la France dans cette perspective probable.

Des défis de grande ampleur

Reprenons ici une démonstration maintes fois effectuée. C'est clair - qui peut le nier ? -, nous allons vers un monde toujours plus complexe, un monde de plus en plus dense, un « monde de plus en plus plein », un monde dont une partie sera toujours dans la crise d'adolescence et l'autre déjà dans les affres de la retraite. Un monde, avec des expérimentés, des nantis, mais aussi des avides et des dépourvus. Ce monde aura tendance à se fragmenter, à se fissurer toujours plus et les systèmes inventés à la fin de la seconde guerre mondiale, il y a plus de soixante ans, pour réguler les tensions d'alors seront sans doute insuffisants pour absorber les tensions que crée et créera encore cette révolution en cours.

Sous l'effet de ce remplissage général, la planète va-t-elle évoluer vers une « fusion » ou vers une « fragmentation » à mi-siècle? Nul ne le sait, mais des pays comme la Chine et la France ont de bonnes raisons, on l'a vu, d'y réfléchir pour tenter de préserver leur identité dans ce monde nouveau qui s'annonce. Car on sait bien que les trois grands défis que chacun a bien identifiés - démographie, écologie, économie - vont changer l'état d'organisation du monde.

Commençons par la révolution démographique : elle induit naturellement une nouvelle géopolitique et une nouvelle géo-économie. Cette révolution démographique de plus en plus étudiée définit une cartographie véritablement nouvelle de la planète, avec des développements extrêmement importants à venir devant nous. Nous sommes plus de 7 milliards sur la planète aujourd'hui. La population du monde a en gros triplé depuis la seconde guerre mondiale, c'est un phénomène inédit, c'est

une situation tout à fait exceptionnelle. Et 2 autres milliards d'habitants au moins vont venir nous rejoindre sur cette planète à l'horizon 2050, 2 milliards dans d'autres foyers de peuplement que ceux de l'OCDE. Là où ils vont vivre, ils vont créer une nouvelle densité humaine, et contribuer à une autre révolution, au minimum sociale, mais aussi géo-économique et civilisationnelle. Cette révolution démographique est grosse de lourdes conséquences sur toute l'étendue de la planète, avec des vides et des pleins, avec des mouvements inéluctables d'homogénéisation des niveaux de vie, des cultures, des occasions de compétitions-confrontations comme de coordinations-coopérations.

Deuxième grand défi, sur lequel les projecteurs sont braqués depuis 2010, l'exigence écologique s'impose à tous. Cet enjeu important véhicule deux éléments inattendus, d'abord le spectre de la pénurie qui se profile mais aussi quelque chose de plus angoissant, l'annonce de la fin du progrès indéfini, du progrès garanti. Le doute s'installe sur la valeur du progrès comme moteur de l'histoire. Ces deux éléments structurent profondément l'avenir, parce que le spectre de la pénurie crée des besoins et des inquiétudes nouvelles, et que, conjugué avec le déplacement des masses humaines lié à la révolution démographique, il crée une espèce de vibration sur la planète qui nous inquiète et compromet la croissance.

Troisième défi de ces temps décidément sans ressemblance, défi corrélé aux deux premiers, c'est la redistribution économique générale des marchés, des marchés massifiés, financiarisés à outrance et de plus en plus déshumanisés et criminalisés. Ce grand bazar commercial alimente la chaudière de la mondialisation. Il est en train de mettre en avant la nécessité d'une nouvelle régionalisation pour rapprocher producteurs et consommateurs, car les écarts se creusent et des méthodes divergentes émergent de plus en plus, des solidarités et des alliances se recomposent. Là, nous sommes au cœur de la possible fragmentation stratégique des temps actuels.

Révolution démographique, enjeu écologique, globalisation des marchés, ces trois phénomènes liés caractérisent un début de XXI^e siècle au profil spécifique. Ils sont porteurs de tensions et de conflits et nous invitent collectivement à réguler leurs effets. Chacun des grands pays développés, établis, titulaires, chacun des pays émergents va devoir faire face dans les décennies à venir à ces trois défis encore jamais rencontrés à ce niveau sur notre planète. Tous ces pays vont-ils converger vers une forme de coopération pour relever ces défis ? A voir. Chacun devra, en plus des grandes concurrences interétatiques que ces défis posent, faire face aux contestations d'autorité et d'intérêt qu'ils suscitent et à la concurrence de systèmes trans- ou infra-étatiques, celle de marchés financiers exigeants, de médias intrusifs, de religions revendicatrices, de systèmes de criminalité

organisée en expansion. Vont-ils adopter des comportements compatibles à cet égard ?

De fait, il y a un grand risque que ces tensions provoquent des conflits liés à la diversité des Etats, la contradiction de leurs intérêts et aux manœuvres d'acteurs opaques, artificiels ou éphémères.

Voilà pour le diagnostic.

Un état d'organisation du monde profondément renouvelé à mi-siècle

Alors va-t-on vers une situation de coopération générale ou de conflits larvés en 2050 ? La question est d'importance car le monde va rencontrer un embranchement important entre deux voies : une unicité préservée tant bien que mal, dans une diversité assumée construisant un nouveau consensus, mondial celui-là, ou alors une fragmentation compétitive conduisant à une diversité conflictuelle, une tension généralisée. On aura pu relever dans les propos des pays émergents, une confiance optimiste dans l'avenir, une conscience forte de l'accélération de l'histoire et une volonté de prendre toute leur place de la gouvernance mondiale. Les pays titulaires quant à eux sont plus méfiants, plus enclins à des postures défensives et à des actions retardatrices pour préserver leurs avantages compétitifs menacés.

Dans les années à venir, il va falloir être attentif à deux phénomènes essentiels qui vont structurer l'ordre attendu et conditionner le nouvel âge historique qui s'ouvre.

Le premier est la capacité de l'actuel système d'organisation du monde à se réformer suffisamment pour prendre en compte les réalités politiques, économiques et culturelles des zones non-occidentales en développement démographique rapide, l'Afrique et l'Asie. C'est seulement si elle est accordée au nouveau centre de gravité géostratégique de la planète et à la nouvelle hiérarchie des puissances, étatiques ou non, que l'ONU pourra continuer sa tâche et conserver sa pertinence. A défaut de se réformer en profondeur et de recentrer ses modèles, ses principes et ses vecteurs, elle pourrait ne pas survivre aux bouleversements à venir et devoir se restreindre à n'administrer en fait que le monde occidental qui l'a inspirée et conduite depuis les origines, soit à peine 10 à 12 % de la population de la planète à mi-siècle.

Le second est la constitution de modèles régionaux de gouvernance de plus en plus caractérisés, disposant des instruments de la souveraineté stratégique, qui est au XXI^e siècle plus économique que militaire, plus monétaire qu'industrielle, plus culturelle que juridique. La mondialisation a sans doute une face encore cachée qui est la fragmentation des espaces et la

régionalisation des intérêts. On sera donc attentif à l'évolution de toutes les formes de regroupement de puissance émergentes ou ré-émergentes et aux bases sur lesquelles elles se constituent.

Il est aujourd'hui probable que la planète s'organise progressivement en un ensemble de grandes plaques très différenciées, que chaque plaque trouvera son modèle d'organisation, qui pourra être assez différent de celui de son voisin. C'est une nouvelle organisation du monde qui pourrait se dessiner progressivement avec des continents toujours conjugués deux à deux, l'Amérique du Nord avec l'Amérique du Sud, l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, avec l'Afrique, l'Asie du Sud avec l'Asie de l'Est. Chacun de ces espaces se développerait avec un partenaire privilégié que d'autres solidarités, continentales ou de développement hémisphériques compléteront. Chacune de ces plaques aurait son propre rythme de développement, ses propres modèles de régulation stratégique, économique et culturelle, ses leaders et ses émergents. On voit bien que dans ce système plus différencié qu'aujourd'hui le développement humain prendra des chemins pas nécessairement convergents, qu'il s'agisse de la place de l'Etat, de celle de la culture, de la religion, de la famille, de l'individu. L'humanisme tel que l'Occident l'a distillé dans la charte des Nations unies, les droits de l'homme tels qu'ils se sont imposés dans le monde avancé, tout comme les lois de la démocratie et du marché, seront sans doute alors d'application plus relative et prendront des formes complémentaires voire concurrentes.

Pour maintenir une régulation globale de cette planète de 9 milliards d'habitants, il faudra recalibrer le rôle de l'organisation des Nations unies, la transformer en une *holding* de tête, un système de systèmes capable de réguler les interactions, les interférences, entre les différents systèmes qui se seront constitués à son image pour administrer chacune de ces grandes plaques assez homogènes ainsi constituées.

Voilà pour la perspective.

Un cœur continental demain

Pour la France, compte tenu de ce qui précède, c'est à l'émergence d'un pôle européen qui soit vraiment stratégique qu'elle doit œuvrer d'urgence plus qu'à la défense d'un ordre occidental dont la pertinence s'effrite et la conduite lui échappe. Les priorités de la France pourraient être, conformément à son histoire et à sa géographie, de concentrer ses efforts sur le Maghreb proche et sur l'intégration de la fédération de Russie dans le continent européen. C'est sans doute pour elle, un investissement stratégique important pour organiser un nouvel espace stratégique de l'Atlantique à l'Oural et du cap Nord au Sahel avec une masse critique

suffisante pour contribuer à l'établissement de cet ordre international renouvelé dont la gestation se nourrit d'un phénomène d'émergence stratégique désormais perçu comme un des moteurs du XXI^e siècle. Mais pour cela il lui faut prendre la mesure de l'impasse européenne.

La démarche européenne est double depuis l'origine : une réponse et un pari. La réponse, c'est celle qu'il fallait donner à un long passé tragique de guerres intestines en Europe par affrontement des nationalismes, une réponse décisive au « plus jamais cela », ce suicide collectif des Européens. Quant au pari, il stipulait que la valeur de l'intérêt général collectif allait l'emporter sur tous les intérêts particuliers nationaux et la Commission européenne était chargée d'y veiller. Il ne fait pas de doute que la réponse apportée depuis les années 1960 a été convaincante et que la conflictualité intra-européenne a cédé la place de façon durable à une coopération, certes compétitive, mais bénéfique à tous. Il est plus hasardeux de penser que le pari collectif a été gagné, la posture communautaire n'ayant guère convaincu en imposant la concurrence et en restant à la périphérie de la souveraineté.

Il semble en fait que l'Union en charge de l'intégration européenne, a quitté sa trajectoire initiale après la guerre froide, depuis qu'elle est sortie de l'ombre de l'OTAN. Depuis lors, elle a du mal à s'assumer seule dans un espace ouvert et dérégulé par une compétition globale dopée par la mondialisation. Les symptômes en sont nombreux, politiques, culturels, économiques, militaires ... L'intégration a atteint ses limites acceptables et on peut expliquer la crise de confiance stratégique qu'expriment les peuples par trois vraies raisons.

Tout d'abord, l'Union européenne n'a pas de modèle établi de puissance pour aborder la crise et la multipolarité, ou plutôt elle en a trois qui ne convergent pas, le Britannique de grand marché ouvert, l'Allemand de puissance civile, sociale et industrielle, le Français, de puissance de plein exercice stratégique, industriel, militaire, culturel. La synthèse recherchée s'éloigne à mesure que l'on invoque l'Europe puissance, comme le montre le fiasco constaté de l'Europe de la Défense.

Ensuite, l'Union européenne s'est laissé enrôler, sous un label euro-atlantique attrape-tout, dans une manœuvre occidentale à visée économique et stratégique mondiale. Elle a buté à la fin de la guerre froide sur l'articulation entre approfondissement et élargissement et perdu la cohérence de son projet initial en s'élargissant inconsidérément. Renonçant à viabiliser sa gouvernance intérieure, elle s'est adonnée aux multiples défis de la mondialisation sans prendre le temps d'affiner ses responsabilités et de définir ses intérêts propres noyés dans la dynamique de l'économie libérale.

Enfin elle a abordé avec une légèreté post-moderne des questions stratégiques, simples, éternelles, centrales : la monnaie, les frontières, l'énergie, le commerce, les infrastructures. Elle n'a pas su définir et adopter une posture géostratégique lisible à l'extérieur et convaincante à l'intérieur et n'a pas voulu s'assumer au plan de la sécurité globale, préférant rester sous tutelle extérieure.

Aussi est-elle maintenant au milieu du gué, hésitant sur son avenir, décourageant les tièdes, inquiétant les petits et décevant partenaires et concurrents. Comment la sortir de ce mauvais pas ? La France qui en a fait l'axe majeur de sa stratégie ne peut s'en affranchir si elle veut survivre au XXI^e siècle, en tant que telle.

Voilà pour le projet.

Il n'y a pas d'alternative à une fuite en avant de l'Union vers une grande Europe de l'Atlantique à l'Oural et du cap Nord au Sahel, on l'a dit. Il faut établir un format européen élargi avec des intégrations moins exigeantes mais qui permettent à la fois de retrouver une vraie cohérence géopolitique et de prendre rang avec un ensemble d'un milliard d'habitants dans cette planète qui en comptera neuf à mi-siècle, on l'a vu. Une telle formule permettra d'approfondir de multiples noyaux durs restreints, là où c'est possible, notamment un cœur rhénan carolingien vraiment intégré, un espace hanséatique baltique et un ruban danubien restaurés, un bassin méditerranéen occidental, un archipel britanno-scandinave et une connexion germano-slave mieux structurés...La construction européenne est, on l'a dit, une nécessité historique, réponse politique et pari économique, mais c'est aussi une posture stratégique utile et habile à l'heure de la mondialisation.

Ce qu'il nous faut sans doute, c'est un ensemble européen qui ne soit pas une forteresse assiégée mais un espace dont la diversité a été intégrée dans une architecture suffisamment flexible pour absorber et valoriser toutes les différences de développement. C'est une continuité énergétique sécurisée avec nos voisins slaves et asiatiques et une zone partagée de coprosperité économique avec nos voisins d'Afrique du Nord. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une sécurité collective des espaces européens, gérée de concert avec la Russie qui servira de pointeau à la balance eurasiatique et de tampon entre les deux extrémités du bloc continental, celle de l'Europe occidentale, ancien foyer de peuplement, cœur de la première industrialisation de la planète, et celle de l'Asie de l'Est, autre foyer de peuplement, de culture et de civilisation qui est sur le chemin de son épanouissement. La Fédération de Russie et ses 140 millions d'habitants doit servir de maillon entre les deux extrémités du continent européen et asiatique, cœur du monde, qui comprend à l'ouest la France et à l'est la

Chine.

La France, avec d'autres, doit désormais contribuer à réorganiser cette masse continentale en un ensemble cohérent et compatible avec une planète aussi dense et faciliter l'intégration des espaces qui la concerne directement comme la Méditerranée occidentale et l'Afrique du Nord. C'est l'une des deux voies qui permettront à la France de se perpétuer à mi-siècle.

*

Pour conclure provisoirement cette perspective française du monde dans trente ans, il faut explorer l'autre voie et pour cela sortir du « vert » des terres pour gagner le « bleu » de la mer pour mieux investir ces 70 % de la planète dont la gouvernance reste à partager et à organiser pour un bénéfique collectif. Car si nous avons commencé à épuiser les ressources des « 30 %, verts », ces terres émergées de la planète, il va nous falloir tirer demain beaucoup plus de ressources des « 70 %, bleus », encore largement intacts des provisions vitales qu'offre la planète. Et le faire ensemble. La France est bien dotée par la nature dans ce domaine.

Or, il y a de grandes différences structurelles entre la profondeur stratégique des 70 % fluides de la planète bleue et la densité rugueuse des 30 % terrestres de la planète verte auxquels l'homme est accoutumé. Va-t-on aborder les premiers avec les méthodes des seconds ? Va-t-on territorialiser le bleu, fluide par nature, avec les outils nationaux et multinationaux du droit, de l'économie et de la sociologie du vert, et le rendre ainsi plus rugueux ? Va-t-on au contraire le gérer avec le souci du bien commun général et de la nécessaire coopération que crée l'interdépendance assumée ? On voit bien qu'une nouvelle axiomatique émerge de la mondialisation, de ses risques, de ses enjeux et des possibilités qu'elle offre. Elle s'ordonne progressivement selon deux axes distincts, le fluide maritime et le rugueux terrestre. Les tensions actuelles en mer de Chine en sont l'illustration probante.

Le fluide, c'est bien sûr d'abord l'évidente « maritimisation du monde », devenue la clé des échanges commerciaux de la mondialisation.

Mais on le retrouve dans d'autres « transversalités unifiantes », la « cyber-structuration du monde », un des moteurs de son développement, la « marchandisation du monde » qu'imposent les marchés financiers, on l'a vu, la « conscientisation du monde », fruit d'une médiatisation globalisée et annexée par les deux autres ... Dans chacun de ces domaines fluides et non administrés, il y a des enjeux de sécurité importants, des vulnérabilités fortes et des prédateurs résolus à profiter de toutes les failles pour dominer, s'appropriier, asservir et, à défaut, détruire. Et dans chacun de ces champs, ce qui compte au fond pour tous, c'est le maintien d'un libre exercice, d'un libre accès, pour une compétition plus ou moins coopérative et régulée par

la performance.

Le rugueux est trop souvent réduit au territoire solide et au contrôle territorial physique. Mais il recouvre en réalité par extension tout ce qui sert de fondement aux identités, le sol et le sang, les territoires et les peuples, l'éthique et la religion, la propriété et la prospérité... Là sont des enjeux vitaux, que l'histoire, la géographie et la culture ont cristallisés dans des formules souvent nationales, parfois régionales et dans des zones assez homogènes dont la préservation opiniâtre peut conduire aux extrêmes de la violence guerrière. Dans ce champ anciennement structuré par la guerre interétatique et ses différents avatars, l'art de la guerre a établi ses règles classiques qui sont celles du contrôle du terrain et de la supériorité tactique et logistique. C'est le monde de la force militaire terrestre comme *ultima ratio*.

Partant d'une telle approche duale du champ de la conflictualité au XXI^e siècle, dans « le fluide et le rugueux », on constate que les puissances maritimes, à l'abri de leur insularité, anglo-américaines en particulier mais aussi japonaise, ont acquis une grande capacité d'action et une réelle liberté de manœuvre dans le monde fluide. On remarque aussi que les puissances continentales, Allemagne, Russie et Chine, expertes dans la sécurité du monde rugueux se tournent à leur tour vers les espaces transversaux, et enfin que les puissances émergentes, Brésil, Inde, Turquie l'envisagent désormais clairement.

La France, cap occidental du continent européen, a aussi cette double expertise, cette double culture qui la poussent à l'aménagement de son territoire et à la valorisation de ses capacités *offshore* et de ses espaces maritimes qu'illustrent ses outremer.

C'est l'un de ses secteurs d'avenir, une des clés de son ambition, une des raisons de sa survie autonome dans cette planète de 9 milliards d'habitants.

Une utile concertation franco-chinoise pourrait s'établir sur la régulation de ces espaces fluides, sources de développement, mais espaces non encore administrés collectivement où des règles de gouvernance sont à établir d'un commun accord.

Note :

¹ Ces réflexions reprennent et prolongent des travaux qui ont été publiés depuis 10 ans, notamment dans la revue AGIR de la Société de stratégie, dans le blog Alliance géostratégique et dans la RDN en ligne (www.defnat.com).